



Fiche complémentaire à la déclaration d'un accueil de scoutisme

Annexe C III

Arrêt du 22 septembre 2006
pris en application de l'article R 227-2 du code de l'action sociale et des familles



Cadre réservé à l'administration

Date de dépôt de la déclaration : ____/____/____ N° d'enregistrement de l'accueil :
☐ Déclaration trimestrielle N° d'organisateur :
☐ Déclaration d'un hébergement supérieur à 3 nuits ☐ Plan de situation du camp joint

Association nationale agréée

Nom de l'association : Scouts et Guides de France – Centre de Ressources Ile-de-France – 65 rue de la Glacière – 75013 Paris

Période

Du..... au

Type d'activités

- ☐ Trimestrielles sans hébergement avec hébergement d'une durée de 1 à 3 nuits
- ☐ Avec hébergement d'une durée supérieure à 3 nuits (camp)

Mineurs accueillis

Total = Moins de 6 ans = 6 à 11 ans = 12 à 17 ans =

Déclarant

Nom du groupe :
Mme ☐ Mlle ☐ M ☐ Fonction :
Nom de naissance : Prénom :
Nom d'usage :
Lieu de naissance : Date de naissance : ____/____/____

Je soussigné (e) déclare sur l'honneur

- la sincérité des renseignements portés sur ce formulaire
- avoir vérifié avant le début de l'accueil que les personnes appelées, à quelque titre que ce soit, à prendre part à un accueil de mineurs n'ont pas fait l'objet d'une mesure administrative prise en application des articles L.227-10 et L.227-11 du code de l'action sociale et des familles,
- avoir pris connaissance du contenu de l'extrait de casier judiciaire (bulletin n°3) les concernant sans préjudice des vérifications réalisées par le représentant de l'Etat dans le département au titre de l'article L 133-6 du code de l'action sociale et des familles

Cachet
(personne morale)

Fait le ____/____/____ à
Signature (précédée de la mention manuscrite « certifié exact »)

Validation interne au mouvement (facultatif en fonction de l'association)

Fait le ____/____/____ à
Signature

Personne à joindre sur place en cas d'urgence

Nom : Prénom :
Téléphone : ____ . ____ . ____ . ____ - Portable : ____ . ____ . ____ . ____ - Télécopie : ____ . ____ . ____ . ____
Adresse électronique :

Les déclarations mensongères sont passibles de sanctions pénales (article 441-6 du code pénal)

Les informations données peuvent faire l'objet d'un traitement informatisé ; les droits d'accès et le droit de rectification doivent être effectués auprès de

la direction départementale de la jeunesse et des sports du lieu de déclaration.